

Soutien national aux Collègues du CP Baie-Mahault en Guadeloupe

Depuis des années, nous n'avons cessé de dénoncer les conditions d'exercice calamiteuses des personnels de surveillance de l'Administration Pénitentiaire en Guadeloupe comme dans de nombreux départements et territoires d'Outre-mer.

Baie-Mahault et Basse-Terre en sont les illustres exemples. Des établissements qui sont aujourd'hui **au bord de l'explosion**, et dont la situation interpelle désormais tous les élus aux Antilles. Des actes de violence entre détenus et désormais à l'encontre des personnels se multiplient depuis plusieurs mois et l'ambiance dans ces territoires s'aggrave de jour en jour.

La situation est tellement critique qu'on en est rendu à **demander gentiment aux détenus de bien vouloir remettre leurs armes** dissimulées dans leurs cellules en l'échange de 30 jours de remises de peine ! Mais où va-t-on ? Force doit rester à la Loi ! Si notre ami Coluche était encore parmi nous, il nous dirait « *Franchement on nous prend pour des cons !* » et il aurait bien raison.

Quel désaveu et quel manque de courage de la part de nos dirigeants qui, quoi qu'on en dise, n'ont absolument aucune conscience de la vitesse vertigineuse avec laquelle les conditions d'exercice dans ces établissements se sont dégradées.

Baie-Mahault est devenu un véritable coupe-gorge et ce ne sont hélas pas les incidents graves qui se sont multipliés depuis le début de l'été dernier dans cet établissement qui vont nous faire mentir. Les surveillants ne sont pas de la chair à canon et ils n'accepteront pas d'être plus longtemps les oubliés d'un Directeur de l'Administration Pénitentiaire qui confond aujourd'hui politique et travail. À force de sous-estimer le petit personnel et de ne pas prendre en compte les préconisations ni même les rapports que lui transmettent pourtant ses fidèles collaborateurs sur l'état précis de la situation de ces établissements en termes de sécurité, il porte aujourd'hui la responsabilité tout entière de **la misère qui frappe nos collègues**.

Quant à la politique RH en faveur de nos compatriotes, c'est une catastrophe !... Les effectifs sont largement sous-estimés par la DAP quand bien même les demandes exigées par la MOM et notre Organisation Syndicale... **Seulement 7 postes supplémentaires créés en février 2018**... Pas de quoi casser 3 pattes à un canard !... Il est vrai qu'il est plus judicieux de museler les personnels et leurs représentants plutôt que d'obtenir un réel besoin d'effectifs pour nos établissements.

En clair, **FO PÉNITENTIAIRE EXIGE** des moyens **en urgence** pour cet établissement, d'application immédiate tant la situation est critique. Les personnels n'attendent pas 2023 de se faire lyncher tous les jours en attendant la mise en place un hypothétique dispositif d'accroissement des capacités (DAC).

FO PÉNITENTIAIRE SOUTIENT toutes actions menées par les personnels et la mobilisation générale de **lundi 27 novembre 2017** en Guadeloupe et Martinique pour qu'enfin, des mesures d'urgence et pérennes soient mises en exergue pour garantir l'intégrité physique et morale de nos compatriotes.

FO PÉNITENTIAIRE apporte son indéfectible soutien à Manu qui aujourd'hui, en attente d'une greffe, souffre d'une brûlure au 3ème degré ! Nous sommes de tout cœur avec lui et sa famille.

Le 24 novembre 2017
FO Pénitentiaire